

Afrique



ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL

Les déplacements dans le monde n'ont cessé d'augmenter depuis 2011. En 2016, le continent africain accueillait près de 30 pour cent de l'ensemble de la population relevant de la compétence du HCR de par le monde. Le nombre total de déplacés et d'apatrides en Afrique a doublé, passant de 10,2 à près de 20 millions au cours de ces cinq années. Fin 2016, près de 5,6 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile, près de 13,2 millions de déplacés internes et d'anciens déplacés internes ou réfugiés et 715 000 apatrides ont été assistés en Afrique.

La multitude de crises non résolues et leur détérioration sévissant d'un bout à l'autre du continent ont provoqué l'exode de plus de 2 millions de personnes supplémentaires forcées de se déplacer en 2016. Sur les six situations d'urgence recensées par le HCR dans le monde en 2016 (voir le chapitre *Apporter une aide vitale* et le *Glossaire*), trois d'entre elles se déroulaient en Afrique, au Burundi, au Nigéria et au Soudan du Sud, et ont entraîné des déplacements massifs. Des incidents de sécurité, survenus dans certaines régions de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Mali, du Nigéria, de la Somalie, du Soudan du Sud et du Tchad, ont également aggravé la situation des personnes déjà exilées à l'étranger ou déplacées à l'intérieur de ces pays et qui n'avaient guère d'espoir de rentrer chez elles.

© HCR / H. CAUX

Une petite fille essaie de gonfler un ballon sous le regard attentif de sa jeune mère dans un centre de nutrition géré par le Comité international de secours dans le nord-est du Nigéria.

À travers le continent, les effets des conflits prolongés, du changement climatique et de la sécheresse ont accru l'insécurité alimentaire pour près de 20 millions de personnes. Le nombre de réfugiés victimes des réductions de l'assistance alimentaire, imposées par les déficits budgétaires, a fortement augmenté, passant de moins de 800 000 en 2014 à près de 2 millions en 2016. L'aide alimentaire a parfois été réduite de moitié dans certaines grandes opérations, comme au Cameroun, au Kenya, en Ouganda, au Soudan du Sud et au Tchad. Dans de nombreux sites accueillant des réfugiés dans ces pays, le taux de malnutrition aiguë et d'anémie a été supérieur à 40 pour cent. Cette tendance à la hausse devrait s'accroître, à moins que des financements suffisants ne soient débloqués.

Confronté à une telle diversité de demandes, de besoins et de risques, le HCR s'est attaché en priorité à assurer une réponse d'urgence et des interventions de protection rapides, à intensifier la recherche de solutions durables, mais également à étendre et à approfondir les partenariats, afin de répondre aussi bien aux situations de déplacement récentes qu'aux plus anciennes.

PRINCIPALES SITUATIONS

Situation au Burundi

Depuis avril 2015, date à laquelle des troubles civils ont éclaté au Burundi, quelque 409 000 Burundais se sont réfugiés en République démocratique du Congo, en Ouganda, au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie, y compris 120 000 en 2016. Quelque 500 à 700 réfugiés sont arrivés chaque jour en République-Unie de Tanzanie, où les capacités d'accueil dans les camps étaient saturées et dépassées de plus de dizaines de milliers de résidents.

Pour répondre aux besoins croissants de protection, le HCR a lancé un appel supplémentaire pour la situation au Burundi en juillet 2016 et a actualisé le plan régional de réponse pour les réfugiés (RRP). L'organisation a continué à coordonner l'intervention d'urgence pour les réfugiés burundais dans chaque pays affecté, en étroite collaboration avec les gouvernements concernés. Tout au long de l'année 2016, elle a renforcé ses activités de surveillance aux frontières et de suivi de la protection, afin de prévenir les refoulements. Le HCR travaille également avec le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie à la mise en place du Secrétariat du Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF - voir le *Glossaire*), la République-Unie de Tanzanie étant l'un des cinq pays pilotes retenus pour la mise en œuvre du Cadre.

Situation en République centrafricaine

La République centrafricaine a connu un regain de violence en 2016. Dans l'ouest et le centre du pays, la situation est restée instable, avec des enlèvements et des affrontements entre groupes armés déclenchant des déplacements internes et l'arrivée de nouveaux réfugiés par vagues successives dans les pays voisins. À la fin de l'année, près de 460 000 réfugiés centrafricains étaient accueillis au Cameroun, au Congo, en République démocratique du Congo et au Tchad, et plus de 411 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays. Le HCR a continué de prêter son concours aux autorités centrafricaines pour faciliter le retour des déplacés internes dans différentes localités, y compris dans la capitale, Bangui.

Situation au Mali

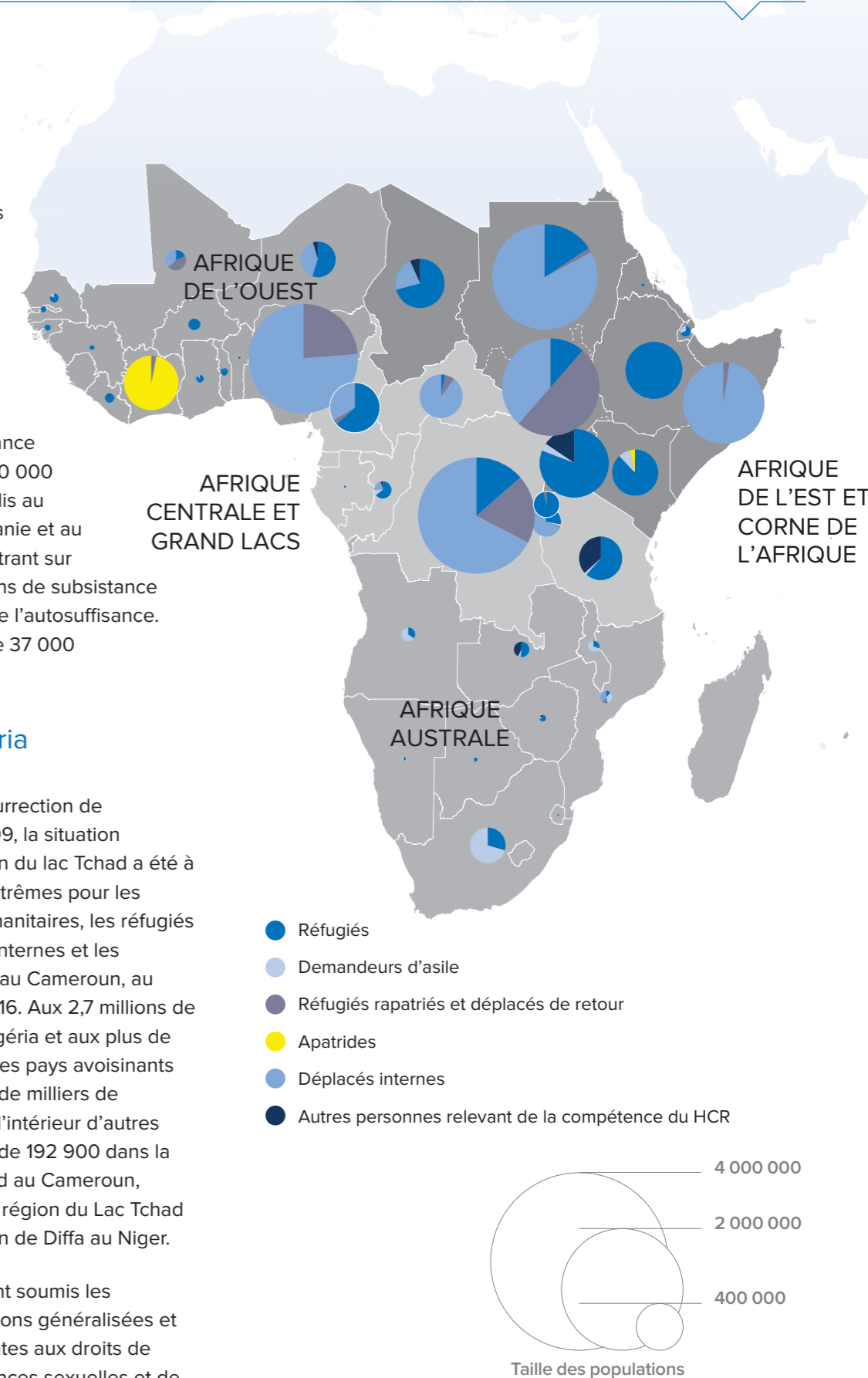
La sécurité dans le nord et le centre du Mali est restée précaire, suite à un certain nombre d'attentats terroristes. La lenteur observée dans la mise en œuvre de l'accord de paix,

signé en juin 2015, a entravé les retours en masse. Cependant un petit nombre de réfugiés et de déplacés internes sont rentrés spontanément et ont bénéficié de l'aide à la réintégration du HCR. L'organisation a continué d'offrir une protection et une assistance essentielle à quelque 140 000 réfugiés maliens accueillis au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger tout en se concentrant sur l'amélioration des moyens de subsistance et sur le renforcement de l'autosuffisance. Au Mali, il y avait près de 37 000 déplacés internes.

Situation au Nigéria

Depuis le début de l'insurrection de Boko Haram en juin 2009, la situation sécuritaire dans le bassin du lac Tchad a été à l'origine de difficultés extrêmes pour les gouvernements, les humanitaires, les réfugiés nigériens, les déplacés internes et les communautés d'accueil au Cameroun, au Niger et au Tchad en 2016. Aux 2,7 millions de déplacés internes au Nigéria et aux plus de 200 000 réfugiés dans les pays avoisinants s'ajoutent les centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur d'autres pays par le conflit : plus de 192 900 dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun, quelque 82 260 dans la région du Lac Tchad et 184 230 dans la région de Diffa au Niger.

Boko Haram a également soumis les populations à des exactions généralisées et commis de graves atteintes aux droits de l'homme, dont des violences sexuelles et de genre perpétrés de manière systématique. En juin 2016, à travers la Déclaration d'Abuja, les gouvernements du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad se sont engagés à mettre en œuvre le cadre stratégique régional de



protection pour répondre à la situation dans le bassin du Lac Tchad.

Malgré un environnement opérationnel très difficile, le HCR et ses partenaires ont accompli des progrès notables en lien avec les principaux objectifs de protection, consistant notamment à identifier, enregistrer et documenter les réfugiés au Cameroun, au Niger et au Tchad, à promouvoir l'accès à l'asile et à travailler en étroite coopération avec les gouvernements afin de prévenir le refoulement. Au Nigéria, le HCR a pris la tête des groupes sectoriels de protection, de coordination et gestion des camps (CCCM) et des abris et articles non alimentaires. Le HCR a fourni des abris et des articles non alimentaires aux déplacés internes vulnérables, en assurant également un accompagnement psychosocial.

De plus, l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans la région du Lac Tchad a touché près de huit millions de personnes. Les besoins en matière d'abris et d'articles non alimentaires sont restés considérables au Nigéria et dans les pays d'accueil. Le HCR et ses partenaires ont redoublé d'efforts pour répondre à plusieurs niveaux à ces besoins. Si les partenaires sont parvenus à soutenir les réfugiés dans le secteur des moyens de subsistance, l'activité économique dans la région du lac Tchad a été, comme les années précédentes, entravée par de sérieux obstacles.

Situation au Soudan du Sud

La crise des réfugiés sud-soudanais a été la plus importante situation d'urgence sur le continent en 2016. Environ 1,9 million de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays et près d'un demi-million de Soudanais se sont réfugiés dans des pays voisins au second semestre. Les enfants représentaient 67 pour cent de la population réfugiée et un grand nombre d'entre eux étaient dans un état de malnutrition alarmant. L'exode de réfugiés en provenance du Soudan du Sud s'est poursuivi sans répit, avec près de 3 000 personnes en moyenne franchissant chaque jour les frontières pour pénétrer dans les pays frontaliers en 2016. L'Ouganda a été le premier pays d'accueil d'Afrique subsaharienne, offrant l'hospitalité à plus de 630 000 réfugiés sud-soudanais. Il était suivi de l'Éthiopie, qui accueillait quelque 338 800 réfugiés sud-soudanais, du Soudan (297 168), du Kenya (88 391), de la République démocratique du Congo (66 672) et de la République centrafricaine (4 915).

En août 2016, le HCR et ses partenaires ont revu leurs plans d'urgence pour se préparer adéquatement à l'afflux de réfugiés sud-soudanais dans les pays voisins. Pour répondre aux besoins les plus pressants, un appel supplémentaire pour la situation au Soudan du Sud et une révision du plan régional de réponse pour les réfugiés sud-soudanais (RRP) ont été publiés. Le HCR et ses partenaires ont centré leurs efforts sur l'aide indispensable à la survie des réfugiés, en assurant des

services essentiels, et en répondant aux besoins immédiats des nouveaux arrivants dans les pays hôtes par des interventions de surveillance aux frontières, par l'enregistrement et par la délivrance de documents. Au Soudan du Sud, le HCR, au sein de l'équipe-pays pour l'action humanitaire, a continué d'assurer la fonction de chef de file des groupes sectoriels de la protection, de la coordination et gestion des camps (CCCM) et des abris et articles non alimentaires, en ciblant les déplacés internes les plus vulnérables.

Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique

Les pays d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique ont accueilli près de 3,2 millions de réfugiés, principalement originaires de la République démocratique du Congo, de Somalie et du Soudan du Sud. Il y avait également près de 5,6 millions de déplacés internes en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud. La guerre, l'insécurité alimentaire et l'instabilité politique ont été les principaux facteurs de déplacement dans la région, forçant des milliers de personnes à fuir dans les pays voisins.

La crise des réfugiés somaliens demeure l'une des situations d'exil les plus longues du monde, près d'un million de réfugiés somaliens étant accueillis à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Yémen. En outre, 1,5 million de personnes étaient toujours déplacées à l'intérieur de la Somalie. En mai 2016, le Gouvernement du Kenya a annoncé son intention de fermer le

camp de réfugiés de Dadaab, qui accueillait jusque-là plus de 340 000 réfugiés somaliens. Le HCR a donc redoublé d'efforts pour assister les retours volontaires et trouver des solutions pour la réinstallation des réfugiés somaliens au Kenya. La population du camp a diminué de près de 60 000 personnes en 2016 du fait de la relocalisation des réfugiés non-somaliens, de la réinstallation de réfugiés vulnérables et du rapatriement volontaire d'environ 45 000 Somaliens (estimation). Les autorités kényanes ont par la suite reporté la date de fermeture du camp à la fin du mois de mai 2017. L'insécurité, l'instabilité politique et les pénuries alimentaires observées dans de nombreuses localités somaliennes ont continué d'entraver les rapatriements volontaires en nombre ainsi que la recherche de solutions durables.

La crise qui sévissait au Yémen a également eu des répercussions dans la sous-région, le nombre de rapatriés somaliens diminuant et le nombre de réfugiés yéménites augmentant. En 2016, le HCR et l'OIM ont évacué des milliers de Somaliens enregistrés et non enregistrés qui étaient en danger au Yémen.

RÉALISATIONS ET IMPACT

Prise en charge des besoins des personnes relevant de la compétence du HCR en matière de protection et d'assistance

Les pays africains ont continué à donner l'exemple en matière d'asile, en gardant leurs frontières ouvertes et en protégeant les réfugiés contre les retours forcés. La moitié des dix principaux pays hôtes des réfugiés étaient situés sur le continent. Cependant, le HCR est demeuré préoccupé par le maintien du caractère civil et humanitaire de l'asile dans certains pays, où le HCR a vivement encouragé les

gouvernements hôtes et les partenaires à mettre en œuvre des stratégies permettant de maintenir le caractère civil des camps et de séparer les éléments armés de la population réfugiée.

Dans un contexte marqué par des crises multiples et un nombre croissant de personnes déplacées, le HCR s'est fixé pour objectif d'améliorer les services, notamment l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur, ainsi qu'à la formation professionnelle et aux moyens de subsistance. Lors du sommet organisé par l'Assemblée générale des Nations Unies sur la réponse à apporter aux déplacements massifs de réfugiés et de migrants ainsi que du Sommet des dirigeants sur les réfugiés, qui s'est déroulé aux États-Unis en septembre 2016, les Gouvernements africains ont pris des engagements forts dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et du logement. Ils se sont également engagés à examiner d'autres mécanismes, améliorés, pour contrôler les populations aux frontières, conformément à leurs obligations internationales, tout en accordant l'attention voulue à la sûreté des citoyens. Avec l'appui du HCR, le Gouvernement du Nigéria a organisé en juin 2016 un dialogue régional sur la protection dans le bassin du lac Tchad afin de traiter des questions de protection. Au terme de ce dialogue, les gouvernements du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad ont adopté la Déclaration d'action d'Abuja, réaffirmant leur engagement à respecter le principe du non-refoulement et promettant de prendre des mesures concrètes pour répondre aux besoins de protection les plus urgents des populations affectées.

Compte tenu de l'augmentation des mouvements mixtes provenant d'Afrique de l'Ouest et se dirigeant vers l'Europe via le Niger et la Libye, le HCR a renforcé sa collaboration avec ses partenaires. Conformément au « Plan d'action du HCR en dix points pour la protection des réfugiés et

La moitié des dix principaux pays d'accueil des réfugiés étaient situés sur le continent.

Vingt-cinq des 54 membres de l'Union Africaine ont ratifié la Convention de Kampala en 2016.

les mouvements migratoires mixtes » et à la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants (voir le *Glossaire*), le HCR s'est attaché à améliorer le soutien apporté aux victimes de la traite. L'organisation a également consolidé son programme « Vivre, apprendre et jouer en sécurité » en publiant des consignes générales au sujet de l'orientation des victimes de la traite sur les procédures d'asile au Niger, et mené des campagnes d'information sur le danger de tels déplacements. Au Soudan, le HCR a travaillé avec le Gouvernement, l'OIM et divers partenaires pour prévenir et réduire la traite des êtres humains.

Quarante des 54 membres de l'Union Africaine avaient signé la Convention de l'Union Africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique dite également Convention de Kampala (voir le *Glossaire*). Vingt-cinq d'entre eux l'ont ratifiée en 2016.

Renforcer la préparation et la réponse aux situations d'urgence

Des plans régionaux de réponses aux réfugiés étaient en place pour parer aux situations au Burundi, en République centrafricaine, au Nigéria et au Soudan du Sud.

Bien que le HCR ait désactivé deux déclarations d'état d'urgence en République centrafricaine et en Ouganda (uniquement pour les réfugiés originaires de la République démocratique du Congo), les activités vitales en lien avec la protection, l'assistance et la réponse d'urgence ont représenté près de 70 pour cent des dépenses du HCR en Afrique. En 2016, des mécanismes régionaux de coordination des opérations destinées aux réfugiés et des plans régionaux d'aide aux réfugiés étaient en place pour les situations au Burundi, en République centrafricaine, au Nigéria et au Soudan du Sud.

Le HCR est également parvenu à renforcer sa collaboration avec les gouvernements, les donateurs, les communautés hôtes et le secteur privé afin d'améliorer la qualité de vie des réfugiés. L'organisation s'est engagée

dans une coopération fructueuse avec un certain nombre d'entreprises privées pour élaborer des stratégies innovantes de prise en charge des besoins des personnes relevant de sa compétence, notamment dans les domaines de l'énergie, de la sécurité et de l'accès à l'emploi et en ayant recours aux nouvelles technologies.

Rechercher des solutions durables

Lors des réunions organisées en septembre 2016 à New York, les États africains ont pris plusieurs engagements relatifs à la protection des réfugiés et des solutions à apporter à leur situation. En étroite coordination avec les autorités nationales, les organismes des Nations Unies, les communautés hôtes et les partenaires du secteur privé, Djibouti, l'Éthiopie, l'Ouganda, la Somalie et la République-Unie de Tanzanie ont exprimé leur souhait de participer au Cadre d'action global pour les réfugiés afin d'améliorer la protection des réfugiés, de contribuer à la recherche de solutions durables et de faciliter un partage plus équitable des responsabilités de l'accueil des réfugiés et de leur prise en charge.

Le HCR a accentué sa collaboration avec des partenaires non traditionnels, tels que la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, afin de promouvoir le développement des zones d'accueil des réfugiés. En réponse à la situation au Nigéria, le HCR et la Banque mondiale ont publié en juillet 2016 une évaluation conjointe sur « Les déplacements forcés provoqués par le conflit lié à Boko Haram dans la région du lac Tchad ». Cette étude détaillait la situation socio-économique des réfugiés, des déplacés internes et des autres personnes relevant de la compétence du HCR et décrivait les mesures permettant d'accroître leur résilience. Le HCR a également activement cherché à développer sa politique sur les « Alternatives aux camps » à travers la

région, en soulignant les avantages directement auprès des gouvernements. Le HCR a continué à promouvoir l'intégration des réfugiés dans les politiques et structures nationales, comme celles de l'éducation, de la santé et de l'emploi.

L'organisation a sensiblement progressé dans la mise en œuvre de la « Stratégie de recherche de solutions globales » pour les exilés de longue date, comme les Angolais et les Rwandais réfugiés d'avant 1998. Elle a appuyé le rapatriement volontaire de plus de 5 500 réfugiés rwandais accueillis en République démocratique du Congo et de plus de 20 000 réfugiés ivoiriens, et continué à faciliter l'intégration locale des personnes concernées par la clause de cessation et ne souhaitant pas rentrer.

Malgré les conditions de sécurité et les contextes socio-économiques précaires, le HCR a également facilité des retours spontanés et des rapatriements volontaires en Somalie tout au long de l'année 2016, ainsi qu'un nombre limité de retours spontanés au Burundi, en République centrafricaine, au Mali et au Nigéria.

Les demandes de réinstallation de près de 45 000 réfugiés originaires d'Afrique subsaharienne ont été soumises en 2016, soit une augmentation de 13 pour cent par rapport à 2015. Les demandes de réinstallation transmises concernaient en majorité des réfugiés originaires de la République démocratique du Congo, d'Érythrée et de Somalie, comme les années précédentes.

Mettre fin à l'apatridie

Conformément au Plan d'action mondial du HCR pour mettre fin à l'apatridie (2014-2024), la réduction des cas d'apatridie a considérablement progressé en Afrique. Sous les auspices de la « Déclaration

d'Abidjan sur l'éradication de l'apatridie », des plans d'action nationaux ont été élaborés dans plusieurs pays de la CEDEAO. Le Burkina Faso s'est associé au HCR pour mettre en œuvre un projet visant à délivrer des documents aux nationaux sans-papiers vivant en Côte d'Ivoire qui risquaient de devenir apatrides. Au Kenya, près de 1 500 apatrides ont obtenu la nationalité kényane. Madagascar a été le premier État, depuis le lancement de la campagne du HCR #J'appartiens (*#IBelong*), à amender sa loi sur la nationalité, autorisant les mères malgaches à transmettre leur nationalité à leurs enfants dans les mêmes conditions que les pères malgaches.

CONTRAINTES

Les conditions de sécurité précaires qui régnaient dans la région ont sérieusement entravé l'accès des organisations humanitaires et compliqué la tâche du HCR pour préserver l'espace de protection, faciliter l'accès à l'asile et trouver des solutions durables pour les réfugiés. Plus de 140 humanitaires, dont des membres du personnel du HCR, ont été victimes d'attaques en Afrique en 2016.

Bien que le nombre de personnes déplacées en Afrique subsaharienne ait continué d'augmenter en 2016, les ressources financières disponibles par personne ont diminué de plus de 30 pour cent au cours des cinq dernières années. Ceci a entraîné des manques dans la fourniture de services, ainsi que des taux de malnutrition et de mortalité plus élevés et des risques de déplacements supplémentaires. L'insécurité alimentaire est restée très préoccupante et a touché plus de 75 pour cent des réfugiés de la région. L'action conjointe et élargie de plaidoyer, initiée en 2016, se poursuivra tout au long de l'année 2017.

Les différentes opérations sont décrites plus en détail dans les pages consacrées aux sous-régions et pays correspondants sur le site internet Global Focus (<http://reporting.unhcr.org>).

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le budget de la région Afrique en 2016 s'élevait initialement à 2,29 milliards de dollars. Fin 2016, le budget révisé de l'année 2016 avait atteint 2,67 milliards de dollars, principalement en raison des budgets supplémentaires établis pour plus d'1,4 milliard de dollars pour le Burundi, le Nigéria, la Somalie et le Soudan du Sud afin de renforcer les réponses d'urgence et régionales destinées aux milliers de personnes déplacées au cours de l'année 2016.

La région a bénéficié d'importantes contributions affectées, s'élevant à 1,13 milliard de dollars, incluant sept pour cent de coûts de support au programme. En dépit de ce niveau de financement généreux, 43 pour cent des besoins de la région n'étaient pas satisfaits. Le HCR a utilisé un montant de 81,6 millions de dollars provenant de fonds non affectés, représentant 26 pour cent de l'ensemble des fonds non affectés alloués au terrain pour couvrir les déficits de financement.

En 2016, les dépenses engagées dans la région Afrique ont considérablement augmenté atteignant 1,19 milliard de dollars, soit près de 30 pour cent des activités programmées. Les opérations avec les dépenses les plus importantes ont été l'Éthiopie (135,6 millions), le Soudan du Sud (126,3 millions) et l'Ouganda (125,3 millions), du fait de la prise en charge des besoins suscités par la situation au Soudan du Sud.

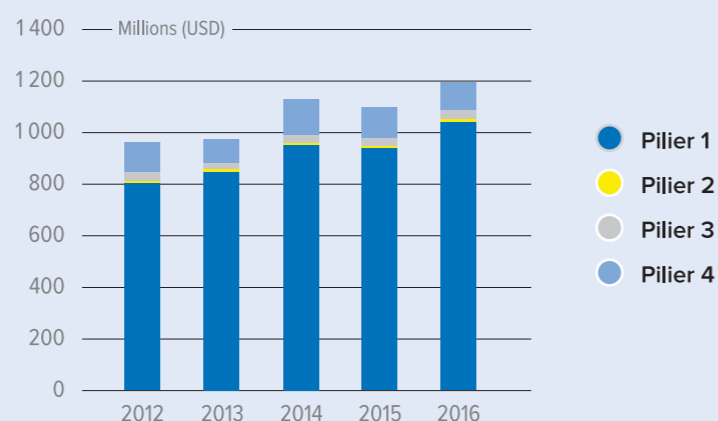
En raison du déficit budgétaire de la région, le HCR a eu de graves difficultés à répondre aux déplacements, nouveaux ou existants, à travers le continent. Les activités en lien avec la protection étaient d'autant plus nécessaires que l'insécurité alimentaire était grande, occasionnant des risques directs en matière de protection, en particulier pour les femmes et les jeunes filles. Les effets du sous-financement ont été particulièrement sensibles dans les domaines suivants :

- Au Rwanda, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, le HCR et ses partenaires n'ont pas pu répondre aux normes minimales en matière d'éducation.

- Au Cameroun et au Soudan du Sud, le manque de fonds a pénalisé les activités de protection de l'enfance. Le ratio régional entre le nombre d'assistants sociaux et le nombre d'enfants ayant des besoins particuliers a été inférieur à la norme mondiale, avec un assistant social pour 90 enfants (norme mondiale : 1/25).

- En République démocratique du Congo, le nombre d'articles de première nécessité fournis et l'appui aux activités génératrices de revenus ont été insuffisants, répondant à seulement 30 pour cent des besoins des réfugiés.

DÉPENSES EN AFRIQUE | 2012-2016



BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes	
AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS						
Burundi	Budget	28 500 497	928 345	0	5 110 000	34 538 842
	Dépenses	15 493 023	122 178	0	1 709 859	17 325 059
Cameroun	Budget	89 476 460	1 885 381	0	7 262 762	98 624 603
	Dépenses	46 397 341	1 366 770	0	2 745 830	50 509 941
République centrafricaine	Budget	13 828 750	0	18 017 437	25 712 516	57 558 704
	Dépenses	10 971 168	0	7 660 134	9 118 713	27 750 015
République du Congo	Budget	32 000 000	0	0	0	32 000 000
	Dépenses	9 332 112	0	0	0	9 332 112
République démocratique du Congo – Bureau régional ¹	Budget	103 128 070	1 923 405	29 819 203	74 839 658	209 710 336
	Dépenses	58 938 208	363 979	3 247 609	10 688 389	73 238 185
Rwanda	Budget	95 182 700	0	6 031 085	0	101 213 785
	Dépenses	43 364 839	0	1 280 168	0	44 645 007
République-Unie de Tanzanie	Budget	96 045 636	0	12 464 242	0	108 509 878
	Dépenses	65 515 487	0	4 474 705	0	69 990 191
SOUS-TOTAL	Budget	458 162 113	4 737 131	66 331 967	112 924 936	642 156 147
	Dépenses	250 012 179	1 852 927	16 662 616	24 262 790	292 790 511
AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE						
Tchad	Budget	159 841 543	911 419	0	1 973 047	162 726 009
	Dépenses	64 079 411	627 930	0	1 818 875	66 526 216
Djibouti	Budget	31 987 830	0	0	0	31 987 830
	Dépenses	11 147 555	0	0	0	11 147 555
Érythrée	Budget	4 891 037	0	0	0	4 891 037
	Dépenses	3 524 316	0	0	0	3 524 316
Éthiopie	Budget	279 327 419	0	0	0	279 327 419
	Dépenses	135 616 552	0	0	0	135 616 552
Éthiopie (Représentation du HCR auprès de l'UA et de la CEA)	Budget	2 042 045	0	0	0	2 042 045
	Dépenses	1 193 692	0	0	0	1 193 692
Kenya	Budget	268 674 963	500 000	0	0	269 174 963
	Dépenses	124 063 681	268 302	0	0	124 331 983
Kenya – Centre d'appui régional	Budget	5 907 779	0	0	0	5 907 779
	Dépenses	4 573 202	0	0	0	4 573 202
Somalie	Budget	93 413 834	0	34 862 433	37 640 414	165 916 681
	Dépenses	29 511 359	0	8 315 002	13 080 133	50 906 494
Soudan du Sud	Budget	167 859 752	4 795 794	0	103 012 668	275 668 213
	Dépenses	87 870 855	2 547 062	0	35 890 262	126 308 179
Soudan	Budget	135 018 613	1 548 266	0	30 598 637	167 165 516
	Dépenses	70 440 917	831 286	0	8 769 054	80 041 256
Ouganda	Budget	302 036 543	108 044	0	0	302 144 587
	Dépenses	125 318 821	3 891	0	0	125 322 711
Activités régionales	Budget	13 040 022	0	0	0	13 040 022
	Dépenses	456 320	0	0	0	456 320
SOUS-TOTAL	Budget	1 464 041 379	7 863 523	34 862 433	173 224 765	1 679 992 100
	Dépenses	657 796 682	4 278 471	8 315 002	59 558 324	729 948 478



BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes	
AFRIQUE DE L'OUEST						
Burkina Faso	Budget	20 971 555	707 620	0	0	21 679 176
	Dépenses	14 061 463	241 810	0	0	14 303 273
Côte d'Ivoire	Budget	10 385 244	3 990 442	16 409 334	0	30 785 020
	Dépenses	10 072 402	1 698 199	2 629 380	0	14 399 982
Ghana	Budget	9 444 755	0	0	0	9 444 755
	Dépenses	5 072 948	0	0	0	5 072 948
Guinée	Budget	7 463 159	0	0	0	7 463 159
	Dépenses	3 128 511	0	0	0	3 128 511
Liberia	Budget	23 860 907	0	0	0	23 860 907
	Dépenses	13 643 106	0	0	0	13 643 106
Mali	Budget	27 088 674	1 066 948	17 775 719	3 240 572	49 171 913
	Dépenses	7 040 851	575 649	4 662 595	1 093 182	13 372 277
Niger	Budget	46 543 938	944 228	0	3 700 000	51 188 166
	Dépenses	20 997 499	724 528	0	3 624 389	25 346 416
Nigéria	Budget	1 821 559	0	2 831 583	36 253 825	40 906 968
	Dépenses	1 188 093	0	1 541 547	19 235 594	21 965 234
Sénégal – Bureau régional ²	Budget	36 931 623	1 798 172	0	0	38 729 795
	Dépenses	17 320 542	1 119 089	0	0	18 439 631
SOUS-TOTAL	Budget	184 511 416	8 507 410	37 016 635	43 194 398	273 229 858
	Dépenses	92 525 415	4 359 275	8 833 522	23 953 164	129 671 377
AFRIQUE AUSTRALE						
Angola	Budget	3 721 490	0	0	0	3 721 490
	Dépenses	2 069 590	0	0	0	2 069 590
Botswana	Budget	3 333 215	0	0	0	3 333 215
	Dépenses	2 197 487	0	0	0	2 197 487
Malawi	Budget	14 056 021	0	0	0	14 056 021
	Dépenses	5 689 011	0	0	0	5 689 011
Mozambique	Budget	5 115 057	387 825	0	0	5 502 882
	Dépenses	2 605 262	165 694	0	0	2 770 956
Afrique du Sud – Bureau régional	Budget	24 750 916	1 064 531	0	0	25 815 446
	Dépenses	12 273 951	698 125	0	0	12 972 076
Zambie	Budget	17 611 317	0	0	0	17 611 317
	Dépenses	10 451 341	0	0	0	10 451 341
Zimbabwe	Budget	6 084 611	349 510	0	0	6 434 122
	Dépenses	4 752 294	199 882	0	0	4 952 176
SOUS-TOTAL	Budget	74 672 626	1 801 866	0	0	76 474 492
	Dépenses	40 038 936	1 063 701	0	0	41 102 636
TOTAL	Budget	2 181 387 534	22 909 929	138 211 036	329 344 099	2 671 852 598
	Dépenses	1 040 373 211	11 554 374	33 811 140	107 774 278	1 193 513 003

¹ Inclut les activités au Gabon et en République démocratique du Congo

² Inclut les activités au Bénin, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
Australie	3 599 712					3 599 712
Belgique	7 306 568				2 732 240	10 038 808
Botswana					19 719	19 719
Canada					21 198 502	21 198 502
Fonds central pour les interventions d'urgence	42 414 725		1 472 951	9 260 878	798 710	53 947 264
Fonds commun humanitaire pour le Soudan du Sud				199 842		199 842
Fonds commun humanitaire pour la Somalie				900 491		900 491
Fonds commun humanitaire pour le Soudan	3 354 863			1 536 817		4 891 680
Danemark	8 405 240	202 079	226 819	50 000	5 563 338	14 447 476
Fonds commun humanitaire pour la République démocratique du Congo	500 000					500 000
Équateur					2 500	2 500
Union européenne	54 556 792		975 057	2 224 264		57 756 113
Finlande	759 878				8 589 911	9 349 789
France	3 628 118			500 000	3 157 029	7 285 147
Allemagne	18 326 416		635 324	4 060 539	69 579 006	92 601 285
Saint-Siège	10 000					10 000
Irlande	3 705 964				2 717 391	6 423 356
Italie	2 501 516			1 329 948		3 831 464
Japon	43 824 067	268 817	2 695 558	5 358 508	8 093 767	60 240 717
Liechtenstein					101 420	101 420
Luxembourg					3 461 538	3 461 538
Malte	21 978					21 978
Monaco	55 741					55 741
Pays-Bas	2 590 239					2 590 239
Nigéria					63 735	63 735
Norvège	2 920 561				2 643 913	5 564 474
Philippines	10 000					10 000
Donateurs privés – Australie	1 780 263				138 950	1 919 213
Donateurs privés – Canada	199 802				25 588	225 390
Donateurs privés – Chine	4 935					4 935
Donateurs privés – France					1 177	1 177
Donateurs privés – Allemagne	1 128 035			278 707	7 237 644	8 644 385
Donateurs privés – Italie	161 202			559	13 878	175 639
Donateurs privés – Japon	4 060 595		168 875	1 000 000	56 434	5 285 904
Donateurs privés – Kenya					100 000	100 000
Donateurs privés – Pays-Bas	22 605 778					22 605 778
Donateurs privés – Qatar	11 888 726					11 888 726
Donateurs privés – République de Corée	416 053				17 183	433 235
Donateurs privés – Espagne	358 522				3 818 090	4 176 612
Donateurs privés – Suède	139 421				12 880	152 300
Donateurs privés – Suisse	290 325			156 000	8 229	454 554
Donateurs privés – Émirats arabes unis	250 000					250 000
Donateurs privés – Royaume-Uni	1 315 934				100 000	1 415 934
Donateurs privés – États-Unis d'Amérique	5 207 864			10	671 490	5 879 363
République de Corée	332 000				1 250 000	1 582 000
Arabie saoudite	2 446 000					2 446 000
Afrique du Sud					125 217	125 217
Espagne	1 228 366				26 230	1 254 595
Suède	6 081 805				13 999 517	20 081 322
Suisse	5 959 855			304 878	1 718 366	7 983 099
Fonds des Nations Unies pour le Darfour					1 406 179	1 406 179
Fonds des Nations Unies – Unis dans l'action	302 922					302 922
Programme des Nations Unies pour le développement	162 851					162 851
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix	331 391	100 962	272 315			704 668
Fonds des Nations Unies pour la population	15 000					15 000
Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida					823 900	823 900
Royaume-Uni	41 447 090		5 748 512	566 976	2 095 922	49 858 499
États-Unis d'Amérique	137 609 797				481 343 857	618 953 654
TOTAL	444 216 910	571 858	12 195 411	29 134 595	642 307 272	1 128 426 046

Note: Les contributions incluent 7% de coûts d'appui aux programmes